Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA)

République Centrafricaine

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Décembre 2017

WFP Programme Alimentaire Mondial
wfp.org/fr

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire

Insécurité alimentaire élevée dans les préfectures affectées par le mouvement forcé des populations

La République Centrafricaine traverse depuis quelques années une succession de crises sociopolitiques, sécuritaires et humanitaires complexes. Ces derniers mois encore, les attaques des groupes armés, les déplacements préventifs de population et les graves violations des droits humains se sont récemment exacerbées dans le Sud-Est, le Centre et le Nord-Ouest du pays.

Cette situation a davantage entravé l'acheminement de l'aide humanitaire dans ces localités. Au 31 Décembre 2017, la commission Mouvement des Populations (CMP) a souligné que 693 932 personnes sont déplacées à l'intérieur de la RCA et 543 291 sont réfugiées hors des frontières. Le nombre des personnes déplacées a considérablement augmenté au cours des derniers mois et a atteint le niveau le plus élevé depuis Avril 2014.

La population civile souffre des affrontements armés, de vols et pillages et de la destruction de ses moyens de subsistance.

Méthodologie

La coordination et la mise en œuvre de cette évaluation a été assuré par le Gouvernement, avec l'appui technique et/ou financier du PAM, du Cluster Sécurité Alimentaire et des autres organisations partenaires (ACF, COHEB, IEDA Relief, JUPEDEC, OXFAM et Tearfund).

Cette enquête a été conduite en octobre et novembre 2017 sur la base d'un échantillon de 3 422 ménages couvrant toutes les préfectures du pays, y compris Bangui.

Ces résultats sont représentatifs de la situation de la sécurité alimentaire dans le pays pendant la période de l'enquête qui se situe lors de la période de récolte.

SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Presque 1 ménage sur 2 est en insécurité alimentaire à travers le pays

L'insécurité alimentaire touche au total **2 045 654** personnes et risque de s'aggraver en lien avec le démarrage très prochain de la période de soudure dans le Nord du pays. On estime à **460 955**, le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère (10% des ménages) et à **1 584 699** personnes affectées par l'insécurité alimentaire modérée (35% des ménages).

Ces derniers risquent également de basculer dans une situation d'insécurité alimentaire sévère si aucune mesure d'atténuation n'est mise en œuvre à court terme.

Des prévalences élevées dans les préfectures affectées par un mouvement forcé des populations

L'analyse de la distribution géographique de l'insécurité alimentaire montre que les entités territoriales où la situation sécuritaire s'est particulièrement dégradée ces derniers mois, présentent les taux les plus élevés.

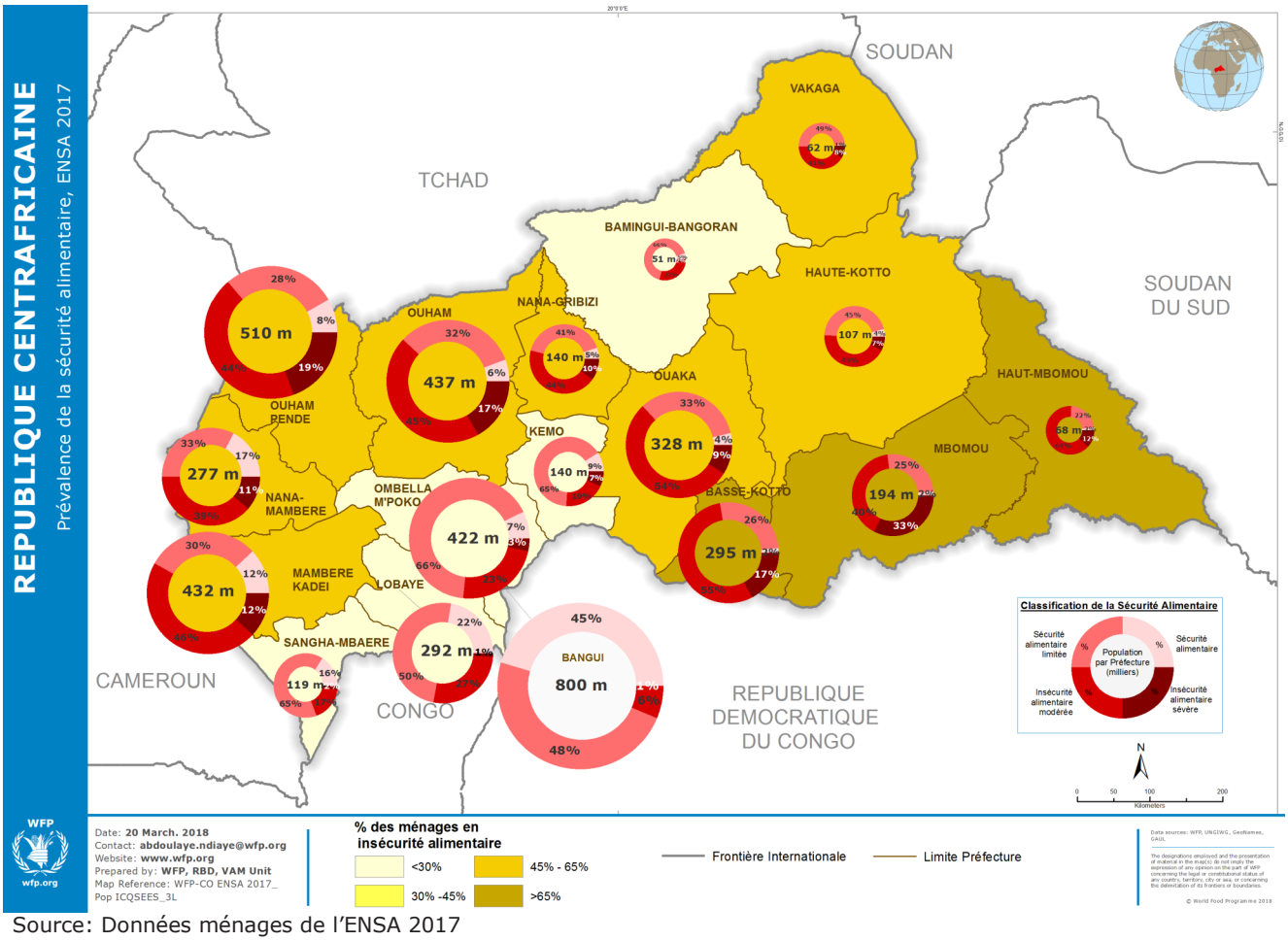
Ainsi, la situation est critique dans certaines préfectures où l'insécurité alimentaire touche plus d'un quart de la population, voire plus de 50 pour cent des ménages enquêtés.

* **Haut Mbomou (76 %),**
* **Mbomou (73 %),**
* **Basse Kotto (72 %),**
* **Ouham Pendé (64 %),**
* **Ouaka (63 %),**
* **Ouham (62 %) et**
* **Mambéré Kadéi (58 %).**

Ces préfectures connaissent des mouvements importants de déplacement ou des violences récurrentes depuis la dernière évaluation de la sécurité alimentaire en RCA.

En termes de nombre des personnes en insécurité alimentaire, la préfecture de l'Ouham Pendé enregistre : 319'408 ; Ouham :265'995 suivi par la Mambéré Kadéi : 246'431 ; la Basse Kotto : 209'669, la Ouaka : 202'898, le Mbomou : 139'241 et le Nana Mambéré : 135'846.

Carte 1 : Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire par préfecture



Source: Données ménages de l'ENSA 2017

Les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont les déplacés sur les sites et les réfugiés

PROFIL DES MÉNAGES EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Chocs récurrents et recours continu à des stratégies d'adaptation dommageables et irréversibles.

Les ménages font face à plusieurs types de chocs participants à l'érosion de leurs capacités d'adaptation et à l'accentuation du phénomène d'insécurité alimentaire. Il s'agit principalement (i) de l'augmentation irrégulière des dépenses de santé ; (ii) de l'insécurité/violences (iii) hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés, (iv) des décès d'un membre du ménage et (v) les déplacements forcés ou encore le pillage des récoltes et du bétail.

Pour faire face aux chocs, environ la moitié des ménages (45%) ont recours à des stratégies d'adaptation nuisibles à leur capacité de relèvement et sécurité alimentaire à long terme.

Plus de 30% des ménages adoptent des stratégies de stress (empreint d'argent ou de nourriture, dépense de l'épargne, vente d'actifs domestiques non productifs, etc.), 22% adoptent des stratégies de crise (réduction des dépenses de santé ou d'éducation, vente d'actifs productifs ou retrait des enfants de l'école) et 23% recourent à des stratégies d'urgence (mendicité, activités illégales, vente de maison / terrain, etc.).

WFP/Souleika Abdillahi

Une consommation alimentaire inadéquate.

Presque 1 ménage sur 2 (45%) a une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de mener une vie active et saine

Cette situation est particulièrement alarmante chez les réfugiés, les déplacés en site et les retournés avec notamment une consommation jugée pauvre à limite chez respectivement 93%, 71% et 64% de ces ménages. Toutefois, l'analyse comparative montre une amélioration de la consommation alimentaire, par rapport à décembre 2016, imputable à une bonne campagne agricole dans les zones qui n'ont pas été atteint par le conflit ainsi qu'une couverture accrue de certains besoins par les acteurs humanitaires.

Les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont les déplacés sur les sites et les réfugiés

L'insécurité alimentaire touche particulièrement les ménages refugiés, les déplacés en site et les retournés avec notamment des prévalences respectives de 83%, 69% et 66%.

En effet, la prévalence de l'insécurité alimentaire est deux (2) plus importante chez les réfugiés que chez les résidents permanents. Depuis le mois de mai 2017 la préfecture de Mbomou a enregistré un flux important des réfugiés en direction du Nord de la République Démocratique du Congo en lien avec la recrudescence des violences dans ce pays.

L'analyse des principales sources de nourriture indique que malgré leur situation délétère les réfugiés et déplacés ne bénéficient que de très peu d'aide humanitaire en lien avec les conditions d'accès à certaines zones par les acteurs humanitaires.

Les causes de l'insécurité alimentaire

Ménages faisant face à l'inaccessibilité à des points d'eau potable sont plus souvent affectés par l'insécurité alimentaire

A l'échelle nationale, il ressort de l'analyse des données que l'insécurité alimentaire touche particulièrement les ménages utilisant les points d'eau non potable. En effet, alors que seulement et de ménages utilisant respectivement les points d'eau potable comme les robinets (14%) et les bornes fontaines (17%) sont en insécurité alimentaire, par contre plus de 55% des utilisateurs des puits non aménagés et 53% des ménages utilisateurs des eaux de surface sont en susceptibles à l'insécurité alimentaire.

Au-delà de cette dimension d'utilisation des points d'eau, ces données démontrent dans une certaine mesure la différence en termes d'incidence de l'insécurité alimentaire entre le milieu rural (caractérisé par une présence et utilisation des points d'eau non potable) et les centres urbains caractéristiques de la présence et utilisation plus adéquates des infrastructures hydrauliques.

Faiblesse du capital productif et des capacités d'investissement.

Sur l'ensemble du pays, le faible capital productif, a entrainé un manque de capacité d'investissement limitant ainsi la pratique des activités agricoles et économiques. En effet, plus d'un tiers des ménages (33%) n'ont pas cultivé cette année (contre 30% en 2016) en raison principalement du manque des semences, de l'insécurité lors des cultures et du manque d'outils et matériels agricoles. Les ménages qui cultivent rencontrent des problèmes comme : manque de semences (27% des ménages), insécurité (22%), et manque d'outils/matériels agricoles (17%).

Plus de 60% des ménages ont recours principalement aux marchés

La majorité des ménages dépendent fortement des marchés afin de satisfaire leurs besoins alimentaires. L'analyse des principales sources d'alimentation des ménages, montre que plus de 60% des ménages ont recours principalement aux marchés dans le cadre de la satisfaction de leurs besoins alimentaires. L'aide alimentaire constitue la principale source de nourriture que pour 2% de ménages enquêtés et la production propre pour 37% des ménages. Cette situation rend les ménages particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire dans un contexte marqué par une incidence particulièrement élevé de pauvreté notamment chez les quintiles les plus pauvres.

La situation nutritionnelle marquée par une prévalence structurellement élevée de la malnutrition chronique.

L'enquête nutritionnelle conduite en 2014 indique une prévalence de la malnutrition au-dessus du seuil d'urgence au niveau nationale : 40,8%.

L'examen de données nutritionnelles issues du cluster nutrition indique une prévalence moyenne de 9% de la MAG au niveau national donc très proche du seuil d'alerte de 10%.

La prévalence de la MAG est particulièrement élevée et dépassant parfois le seuil d'urgence de 15% dans les préfectures de la Vakaga (18%) et au-dessus du seuil d'alerte à Mbomou, Nana Gribizi et la Basse Kotto.

Les habitudes alimentaires inadéquates dues aux problèmes de disponibilité de certains aliments de base, des difficultés d'accès des ménages les plus pauvres à certains produits, de l'insuffisance de diversification du régime alimentaire, de la méconnaissance du régime alimentaire approprié à l'âge de l'enfant, de la mauvaise pratique d'hygiène et d'assainissement et du problème d'accès à l'eau potable sont les causes prépondérantes de la situation.

1. Les données du Cluster de Nutrition de la RCA sont indicatifs de la situation de malnutrition puisqu'il n'y a pas eu une enquête de nutrition au niveau national depuis la SMART 2014

Recommandation

Suite è l'analyse des résultats de cette enquête les recommandations suivantes ont été faites.

⇒ L'assistance alimentaire actuellement en cours à ces populations doit se poursuivre et cibler plus particulièrement les déplacés sur les sites, les réfugiés et les populations hôte. En termes de priorité géographique, une attention particulière devrait être portée sur les préfectures ayant un grand nombre de personne en insécurité alimentaire à savoir le Ouham Pendé (319 408 personnes) ; Ouham (265 995 personnes) ; Mambéré Kadéi (246 431 personnes) ; la Basse Kotto (209 669 personnes) et la Ouaka (202 898 personnes).

⇒ Il est important de mettre en œuvre dans les régions plus stables (Nord et Ouest du pays) des activités de création d'actifs afin de fournir des opportunités de travail pour les jeunes, de répondre à leur besoins alimentaire et non alimentaire. Il s'agit d'une action pouvant avoir des effets à la fois sur la situation de sécurité alimentaire à court terme mais également à long terme également d'atténuer les violences qui sont parfois liées au désœuvrement et à la pauvreté.

⇒ Le capital bétail est une forme d'épargne sur pieds pour les populations et elles y ont recours pour satisfaire leurs besoins alimentaires. De là, il est important de développer des actions de reconstitution du bétail basés sur les petits ruminants et les volailles dans les zones où le potentiel pour le développement de l'élevage est élevé.

⇒ Assistance alimentaire sous forme de transfert inconditionnel ou conditionnel pour les retournés sévèrement touchés par l'insécurité alimentaire accompagnée par des appuis de relèvement précoce.

⇒ Renforcer la prévention de la malnutrition aiguë à travers la distribution de suppléments nutritionnels et la sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles.

⇒ Renforcer le système de dépistage et de référencement des enfants dans les Centres de santé opérationnels, afin d'être en accord avec le système national de Prise en Charge de la Malnutrition.

⇒ Renforcer la construction des infrastructures hydrauliques afin de faciliter l'accès à l'eau potable et cela tant au niveau des communautés qu'au niveau des sites d'accueil des déplacés internes .

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter:

INSTITUT CENTRAFRICAIN DES STATISTIQUES ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET SOCIALES (ICASEES) :

Blaise Bienvenu ALI blaisebienvenu@yahoo.fr

Bureau du PAM en République Centrafricaine:

Felix Bona Fogah GOMEZ felix.gomez@wfp.org

Imprimé: Décembre 2014 Photos, Front Cover: WFP/ Bruno DJOYO

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont disponibles: http://www.wfp.org/food-security ou wfp.vaminfo@wfp.org

WFP
wfp.org

vam
food security analysis